

violences inégalités
L'EXTREME
antisémitisme sexisme
DROITE EST
hystérie sécuritaire homophobie
UN DANGER
nationalisme racisme
MORTEL

La CGT se bat depuis toujours contre l'extrême droite et notamment contre toutes les discriminations qui peuvent accompagner les idées véhiculées par cette mouvance extrémiste.

Le résultat des élections européennes et la dissolution de l'assemblée nationale constituent un véritable séisme mettant en péril les fondements même de notre démocratie.

Vous allez sans doute vous demander « **De quoi se mêle la CGT ?** ».

Nous prenons tout simplement nos **responsabilités** et nous nous devons de vous expliquer les raisons pour lesquelles nous considérons qu'il s'agit d'un véritable danger pour la société toute entière, et particulièrement pour les travailleurs de ce pays.

▶ EXTREME DROITE : L'IMPOSTURE SOCIALE EN 10 POINTS

1. Les Salaires :

L'extrême droite dit soutenir une revalorisation des rémunérations par le biais des salaires et non pas par des primes.

Mais toute l'argumentation ne tourne qu'autour de l'intérêt du patronat. Leurs propositions concernent un allègement des cotisations sociales payées par les employeurs, une défiscalisation des heures supplémentaires... En d'autres termes, une diminution du salaire socialisé, ayant alors un impact négatif sur le calcul de la retraite, du chômage, de la sécurité sociale... Et ne parlons pas des salaires minimaux ou l'extrême droite s'oppose à son augmentation. Pour exemple, leurs parlementaires ont voté contre l'augmentation du SMIC à 1500€, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre l'encadrement des salaires !!

2. Les retraites :

L'extrême droite mise sur une entrée précoce dans le monde du travail et propose la suppression des comptes pénibilité. Elle vient d'annoncer une volte-face sur la question de la remise en cause de la réforme macron sur la retraite à 64 ans.

3. Représentation des salariés dans l'entreprise :

L'extrême droite a une profonde aversion envers les syndicats et leurs représentants et propose des amendements pour augmenter le nombre de salariés à partir duquel des obligations (représentation du personnel, informations...) sont imposées à l'employeur.

Ainsi les députés RN ont proposé un amendement visant à interdire la présence d'étrangers au sein des Instances Représentatives du Personnel (IRP) et pour limiter le droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles.



4. Opposition capital – travail :

L'extrême droite confirme par ses votes son soutien aux plus riches et en faveur du capital. Ainsi, l'extrême droite a voté contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), la taxe sur les superprofits, et la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros ; contre le blocage des prix des produits de première nécessité et la gratuité des premiers mètres cube d'eau ; contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes ; contre la garantie d'autonomie à 1063€.

L'extrême droite a depuis toujours clairement pris le parti du capital et non pas celui des travailleurs.

5. Le logement :

Social ? Certainement pas ! L'extrême droite veut réduire le nombre de logement sociaux et supprimer le minimum de 25 % de logements sociaux imposés aux communes. Ajouter à cela la « préférence nationale », renommée « priorité nationale » pour l'attribution des logements.

6. Les services publics :

Sous un affichage de défense des services publics, l'extrême droite privatise et externalise les crèches, les cantines, baisse les dotations aux écoles et oblige plusieurs associations de soutien à la vie citoyenne de fermer les portes fautes de subvention.

C'est une véritable casse des services publics qui s'organise dans les programmes d'extrême droite.

7. La sécurité sociale :

En s'affichant en sauveuse de la sécurité sociale, l'extrême droite ne s'attaque en rien au déficit de la sécurité sociale **liées aux exonérations et aux gels des cotisations sociales** payées par les employeurs. Au contraire, il est exclu de faire payer les plus riches et les entreprises. La solution proposée serait la mise en place d'une carte vitale biométrique et la suppression de l'aide médicale d'Etat (A.M.E)

8. L'emploi :

C'est encore à coup d'allègement de « charges sociales » pour les employeurs que l'extrême droite pense favoriser le recrutement et l'emploi. Il s'agit en l'occurrence d'une politique qui permet aux patrons et aux actionnaires de s'enrichir sans pour autant faire baisser le chômage, bien au contraire. L'extrême droite propose même d'élargir les exonérations fiscales pour « les zones urbaines à dynamiser ».

Aucun soutien en faveur des privés d'emploi n'est proposé et ils dénoncent ces derniers comme étant des « fainéants » et des « profiteurs ». L'extrême droite préconise l'absence de droits au chômage suite à un abandon de poste, suite à un refus de C.D.I après un C.D.D, et une réduction de ces droits pour les étrangers hors union européenne...

9. L'égalité entre les femmes et les hommes :

Les chiffres des écarts de salaire entre les femmes et les hommes sont déniés par l'extrême droite qui invite les femmes à choisir des « métiers mieux payés ». Pour l'extrême droite, il n'y a pas de système patriarcal !

Pire, la « famille française » – couple hétérosexuel, marié, avec des enfants – est considérée comme la cellule de base de l'ordre social, moral, et national. Dans cette logique, la répartition des fonctions cantonne les femmes à un rôle de mère et d'épouse qui reste au foyer. L'extrême droite soutient les « revenus pour les mères au foyer », ce qui a pour conséquence de cantonner les femmes dans ce rôle.

L'extrême droite s'est opposée au déblocage d'un milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes.

10. La lutte contre la fraude :

Tous les maux de notre société viendraient de l'immigration, des citoyens profiteurs et fraudeurs, tout en omettant délibérément de pointer du doigt les fraudes fiscales des plus riches et des patrons. Le seul but de cette théorie est de diviser les citoyens et les travailleurs.

Et point bonus : sur la question des libertés publiques, l'extrême droite révèle sa vraie nature !

Pire qu'un État répressif, l'extrême droite est pour le développement d'un État violent avec un renforcement de la « légitime défense » des forces de l'ordre et l'instauration d'un « permis de tuer », une certaine complaisance pour les groupuscules qui mènent des actions violentes dans les réunions publiques, les manifestations, etc.

Enfin, le RN ne fait pas de propositions chiffrées et détaillées pour le financement de la plupart de ces mesures. Ses propositions relèvent nécessairement de postures ou d'incantation.

Ne nous y trompons pas, sous un habillage parfois séduisant, souvent démagogique, il se concentre sur des « problématiques » qui n'en sont pas et pose des constats erronés avec des solutions qui n'en sont pas.

Il faut l'affirmer haut et fort : l'extrême droite n'est absolument pas un parti permettant de soutenir les revendications des travailleurs, des retraités, des privés d'emploi et elle est en totale opposition avec tout ce que défend la CGT.

▶ RAPPEL HISTORIQUE :

Nous avons connu il y a un peu plus de 80 ans le plus grand conflit armé en Europe. Ce conflit fait suite à un repli identitaire dans la plupart des pays européens. Nous pouvons voir quelques similitudes aujourd'hui...

Néanmoins, cette période sombre de notre histoire a également été concomitante de plusieurs avancées avant et après ce conflit que nous souhaitons évoquer.

Le Front Populaire :

Vous entendez aujourd'hui la notion de nouveau Front Populaire qui ramène à la création du Front Populaire en 1936 qui, en créant un regroupement de toutes les forces progressistes, a permis notamment d'ouvrir un certain nombre de droits nouveaux dans le monde du travail. En premier lieu, citons la création des congés payés. Aujourd'hui, la CGT, ainsi que d'autres organisations syndicales et politiques appellent à la création d'un nouveau Front Populaire. Nous pensons qu'il est temps de remettre les avancées sociales au cœur des préoccupations, avec en premier lieu un juste partage de la valeur avec une très forte réévaluation des salaires, une véritable égalité Femme/Homme, ainsi qu'un rééquilibrage vie professionnelle / vie personnelle.

La création de la sécurité sociale :

Au sortir de la seconde guerre mondiale, profitant de l'affaiblissement du patronat (compte tenu des ambiguïtés entretenues avec le régime de Vichy), le gouvernement nommé par le général de Gaulle a, par l'intermédiaire de son ministre du Travail (Ambroise Croizat), permis la mise en place des premières caisses de sécurité sociale. La CGT, interdite pendant la guerre, et dont les militants avaient alors rejoint en masse le maquis, a participé activement à cette création.

La sécurité sociale a été créée afin d'être une réponse à tous les risques de la vie (et notamment la maladie) qui à l'époque était un risque qui pesait sur tous les travailleurs. En étant libéré du risque de tomber malade, de perdre son emploi, la sécurité sociale a largement contribué à enlever l'épée de Damoclès qui pesait, de façon injuste, sur l'ensemble des citoyens de notre pays.

▶ ET MAINTENANT...

Il est temps, fort de nos expériences passées, de relancer un véritable projet de société progressiste. Nous devons stopper l'hémorragie sociale (attaque de l'hôpital public, éducation, sécurité sociale, assurance chômage...).

Nous avons tous un rôle à jouer dans le combat qui s'annonce et qui doit commencer aujourd'hui par un **NON clair et net aux idées véhiculées par l'extrême droite.**

Rejoignons toutes les forces progressistes qui se lèvent et modifions cet avenir sombre qu'on nous présente comme inéluctable.

Rejoignez la CGT dans ce combat !



"Les avancées sociales ne sont jamais obtenues sans l'action collective et la mobilisation des citoyens."

Martin Luther King

La CGT Thales campus Bordeaux et ses contacts				
Citadel DMS: CGT THALES DMS Mérignac				
DMS	Aubin	MAHE	06 45 08 60 16	aubin.mahe@fr.thalesgroup.com
	Stéphane	BIEREN	06 42 66 39 23	stephane.bieren@fr.thalesgroup.com
	Laurent	GABORIT	07 85 17 69 31	laurent.gaborit@fr.thalesgroup.com
Citadel AVS: CGT THALES AVS Mérignac				
AVS	Christophe	MENTUY	06 64 92 11 90	christophe.mentuy@fr.thalesgroup.com
	David	TALLET	-	david.tallet@fr.thalesgroup.com

N'hésitez pas à rejoindre les salons Citadel CGT DMS Campus et CGT AVS Campus pour avoir les dernières informations.

Contactez-nous à l'adresse mail : cgt.thales.campus.merignac@gmail.com